

**RAPPORT N° 2022/4-23
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 septembre 2022**

Objet

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION DE MONSIEUR ARMAND MYSCILE POUR UNE ACTIVITE DE TYPE SNACK BAR SUR LE PARC DE LOISIRS DU BOCAGE SITUE A SAINTE-SUZANNE
ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 –PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

Monsieur Armand MYSCILE, résidant à Sainte-Suzanne, exerce actuellement une activité de snack bar sur le parc de loisirs du Bocage situé à Sainte-Suzanne.

Une autorisation temporaire lui a été accordée à compter du 1^{er} novembre 2021, pour une durée d'un an. Il a donc sollicité de la CINOR, le renouvellement de son autorisation d'emplacement, en vue de poursuivre son activité.

Sur l'aspect financier, le Conseil de la Communauté a approuvé la grille tarifaire actualisée pour l'occupation du Domaine Public Communautaire par des activités économiques, le 27 septembre 2012. Conformément à cette grille, la redevance mensuelle forfaitaire applicable est de **250 euros**.

Est joint en annexe de ce rapport, un projet de convention d'occupation précaire du Domaine Public à conclure avec Monsieur Armand MYSCILE. La durée proposée pour cette convention est **d'un an, soit du 1^{er} novembre 2022 au 31 octobre 2023**.

Il est à noter que Monsieur Armand MYSCILE est à jour de ses redevances.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver la mise à disposition d'un emplacement sur le parc de loisirs du Bocage à Monsieur Armand MYSCILE, pour son activité de snack bar.
- Approuver la convention d'occupation précaire et révocable du Domaine Public jointe en annexe.
- Autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2022/4-23
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 septembre 2022**

Objet

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION DE MONSIEUR ARMAND MYSCILE POUR UNE ACTIVITE DE TYPE SNACK BAR SUR LE PARC DE LOISIRS DU BOCAGE SITUE A SAINTE-SUZANNE ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 –PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/4-23 du Président

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220915-BC2022-4-23-DE
Date de télétransmission : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la mise à disposition d'un emplacement sur le parc de loisirs du Bocage à Monsieur Armand MYSCILE, pour son activité de snack.

ARTICLE 2

D'approuver la convention d'occupation précaire et révocable du Domaine Public jointe en annexe.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

21 SEPT 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

